



Convention de mutualisation d'un véhicule communal

ENTRE

D'une part, la commune du Gua, représenté par son Maire, Patrice BROUHARD, dûment habilité par la délibération du conseil municipal n° du ; ci-après dénommé « le propriétaire »

ET

D'autre part, la communauté de communes du bassin de Marennes (CCBM), représenté par son 1^{er} vice-président, XXXXXXXXXXXX, dûment habilité par la délibération du conseil communautaire n° du ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : objet

La commune du Gua et la communauté de communes du bassin de Marennes ont fait part de leur volonté de mutualiser les moyens mis à disposition du président de la CdC lorsqu'il occupe également les fonctions de maire de la commune.

En l'espèce, monsieur le Maire du Gua a été élu président du conseil communautaire pour la mandature 2020-2026.

La commune et la CCBM ont donc décidé conjointement la mise à disposition d'un véhicule communal auprès du président dans le cadre de ses missions.

La présente convention définit les conditions de la mutualisation de ce véhicule municipal en vue de limiter les coûts de fonctionnement des structures territoriales d'une part et de faciliter l'organisation logistique de l'utilisateur d'autre part.

Article 2 : désignation du véhicule

Le véhicule mis à disposition par la commune du Gua auprès de M. BROUHARD dans le cadre de ses missions de président de la CCBM est identifié comme suit :

Marque : Renault

Modèle : Clio

Couleur : blanche

Immatriculation : FG-948-PX

Article 3 : propriété

Il est parfaitement entendu entre les parties que la présente convention de mutualisation n'entraîne aucun transfert de propriété. Ainsi, aucune adaptation, aucune modification ne pourra être réalisée sur le véhicule sans l'accord du propriétaire.

Article 4 : conditions d'utilisation

La commune du Gua met à disposition de M. BROUHARD le véhicule objet de la convention de manière permanente et exclusive pour la durée de son mandat de président de la CCBM. Il sera libre d'utiliser le véhicule tant pour ses activités de président de la CCBM ou de Maire de la commune du Gua.

L'utilisateur devra toujours être en possession de son permis de conduire valide.

Article 5 : assurance

Pendant toute la période de la présente convention, le propriétaire s'engage à contracter les assurances nécessaires, à couvrir les risques (notamment accidents tous risques, vol, dégât des eaux, incendie, événements naturels ou tout acte de vandalisme) liés à l'utilisation du véhicule. Le propriétaire assume l'entière responsabilité du matériel et reste le seul responsable de tous dégâts causés ou du fait du matériel et quelle qu'en soit la cause ou la nature.

Le véhicule objet de la convention sera à jour des visites et contrôles réglementaires, à la charge du propriétaire.

Article 6 : modalités financières

En tant que propriétaire du véhicule, la commune du Gua supportera directement tous les frais liés à l'acquisition, au fonctionnement, à l'entretien ou à la maintenance du véhicule. En contrepartie, la CCMB versera une participation de 500€ (cinq cents euros) par mois à la commune du Gua selon les modalités exposées ci-après.

Les frais supportés sont notamment : la location, l'achat, l'assurance, le carburant, le contrôle technique, les réparations (liste non exhaustives).

La participation de la CCBM sera versée au terme de chaque année, au vu de l'émission par la commune du Gua d'un titre de recettes à son encontre.

Article 6 : entrée en vigueur et durée

La présente convention prend effet à compter de son approbation par les assemblées délibérantes des parties, s'appliquera aux années 2025 et 2026 et prendra fin concomitamment à la fin du mandat de Maire et de Président de Monsieur Patrice BROUHARD.

Article 7 : dénonciation

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 3 mois.

Article 8 : modification

Toute modification apportée à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les parties.

Article 9 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention. A défaut de solution amiable, le litige sera tranché par le tribunal compétent.

Fait au Gua, en deux exemplaires originaux,

Le

Pour la commune du Gua

Le Maire,

Patrice BROUHARD

Pour la Communauté de Communes du Bassin
de Marennes

Le 1^{er} vice-président,

XXXXXXXXX